

Pour les experts européens, le glyphosate est sans danger

L'Autorité européenne de sécurité des aliments juge « improbable » le risque cancérigène de l'herbicide

Sauf surprise, le glyphosate devrait être de nouveau autorisé pour dix ans en Europe. L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a rendu, jeudi 12 novembre, un avis favorable au maintien sur le marché de cette molécule herbicide, principe actif du célèbre désherbant Roundup. L'avis de l'EFSA servira de base à la décision de la Commission européenne d'accorder, ou non, une nouvelle autorisation décennale au produit. Il estime « improbable » que « le glyphosate soit génotoxique [toxique pour l'ADN] ou qu'il constitue une menace cancérigène pour l'homme ».

L'opinion de l'EFSA tranche avec l'avis, rendu en mars, du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC). Au contraire de l'EFSA, l'agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estimait en effet disposer « de preuves fortes de la génotoxicité du gly-

phosate » et classait la substance comme « *cancérigène probable* ».

L'avis de l'EFSA a été accueilli avec colère par un grand nombre d'organisations non gouvernementales (ONG). « La loi européenne dispose qu'un lien "présumé" avec le cancer signifie qu'un pesticide ne peut pas être utilisé, sauf si l'exposition humaine est démontrablement "négligeable", déclare Greenpeace dans un communiqué. Or, le glyphosate est tant utilisé que l'exposition humaine est inévitable. On le retrouve fréquemment dans l'air, dans l'eau, dans les jardins publics, sur les terres agricoles et dans la nourriture. »

La substance la plus utilisée

Aux côtés d'ONG engagées contre l'agrochimie comme Greenpeace, Pesticide Action Network, Générations futures, etc., la Ligue contre le cancer s'est également manifestée. « C'est la première fois

que nous nous mobilisons à travers une campagne publique pour obtenir le retrait d'un pesticide, explique-t-on à la Ligue. Nous regrettons vivement l'avis de l'EFSA. »

Le retrait pur et simple de la molécule semble peu probable. Le glyphosate est la substance active la plus utilisée au monde, en raison de l'adoption rapide des cultures transgéniques tolérantes au Roundup, qui facilite son usage. Au niveau mondial, sa production est passée de 600 000 tonnes en 2008 à 720 000 tonnes en 2012. En France, le glyphosate est aussi la molécule active la plus utilisée : environ 8 000 tonnes par an pour les usages professionnels.

Comment expliquer les divergences de vue entre l'EFSA et le CIRC ? « Notre évaluation a pris en compte un certain nombre d'études non évaluées par le CIRC, ce qui explique en partie pourquoi les deux évaluations ont abouti à des conclusions différentes », dit-on à l'agence européenne basée à Parme (Italie). Ce qui est formulé quelque peu différemment au siège lyonnais de l'agence de l'OMS. « Notre méthodologie consiste à ne tenir compte d'études que dans la mesure où elles sont publiques, publiées dans des revues scientifiques avec révision par les pairs [c'est-à-dire une expertise préalable à la publication], précise-t-on au CIRC. Alors que l'EFSA examine aussi des résultats d'études industrielles non publiées. » Vérité en deçà des Alpes, erreur au-delà.

Les divergences entre les deux expertises sont considérables, notamment sur la génotoxicité du glyphosate. Car, outre des études in vitro et sur l'animal, des travaux menés sur les humains sont également disponibles dans la littérature scientifique. « Il existe des

Le Centre international de recherche sur le cancer (OMS) estimait, en mars, disposer « de preuves fortes de la génotoxicité du glyphosate »

études suggérant la génotoxicité de produits commerciaux à base de glyphosate sur des sujets humains, conduites après des opérations de pulvérisations aériennes, indique Christopher Portier, ancien directeur du National Center for Environmental Health des Centres de contrôle et de prévention des maladies d'Atlanta (Etats-Unis) et autorité mondiale dans le domaine de la cancérogénèse. Ces études n'ont pas été prises en compte par l'EFSA au motif que ce n'est pas du glyphosate pur qui a été utilisé, mais du glyphosate avec des co-formulants. D'un point de vue de santé publique, cela n'a aucun sens. »

« C'est très perturbant »

Sur la cancérogénicité, la polémique n'est pas moins forte. « L'EFSA disposait de cinq études sur la souris, toutes montrant des excès de plusieurs types de tumeurs. Dans chaque expérience, ces excès sont statistiquement significatifs, mais l'EFSA ne les a pas considérés comme tels : les experts européens ont utilisé une base de données historique de groupes témoins pour comparer les excès de tumeurs obtenus, ajoute M. Portier, qui fait partie des scientifiques consultés par le CIRC. Faire cela

n'est pas autorisé par les règles internationales de bonnes pratiques toxicologiques. »

Une « base de données historique de groupes témoins » rassemble les données issues des groupes témoins de nombreuses expériences précédentes : elle donne la fréquence de certaines pathologies chez des animaux de laboratoire non exposés à des toxiques. Mais son utilisation doit être justifiée.

Interrogée, l'EFSA rétorque être restée « en ligne avec les règles internationales ». Cependant, le document-guide des bonnes pratiques toxicologiques édité par l'Organisation de coopération et le développement économiques et cité par l'EFSA donne raison au CIRC : « Il doit être souligné que le groupe témoin de l'expérience est toujours le plus important à considérer pour évaluer l'augmentation des taux de cancers. » Ce qui, en l'occurrence, n'a pas été le cas.

Ce n'est pas tout. « Non seulement la comparaison avec les données historiques de groupes témoins n'est pas autorisée quand le groupe témoin de l'expérience est suffisant, confirme-t-on au CIRC, mais la base de données historique de témoins utilisée par l'EFSA regroupe plusieurs souches de souris de laboratoire, ce qui rend invalide toute comparaison avec une souche unique. Nous sommes curieux de savoir comment l'EFSA va justifier cela. »

La virulence des critiques rompt avec l'entre-soi du monde de l'expertise sanitaire. « Il m'est très difficile de comprendre comment des toxicologues peuvent endosser un tel avis, dont les auteurs avaient, semble-t-il, déjà la réponse avant que la question ne soit posée, fulmine M. Portier. C'est très perturbant. » ■

STÉPHANE FOUCAULT

LES CHIFFRES

750

produits

Le glyphosate entre dans la composition de plus de 750 produits utilisés dans l'agriculture, la foresterie, pour des usages urbains et domestiques, et commercialisés par plus de 90 fabricants répartis dans une vingtaine de pays. Synthétisé par Monsanto dans les années 1970, le glyphosate est le principal ingrédient du désherbant Roundup, l'herbicide le plus utilisé du monde.

720 000 TONNES

production mondiale

Elle est passée de 600 000 tonnes en 2008 à 650 000 en 2011 pour atteindre 720 000 tonnes en 2012.

8 000 TONNES

épanchées en France en 2011

C'est le pesticide de synthèse le plus utilisé en France. C'est aussi le principal responsable du déclassement des eaux. A cela s'ajoutent 2 000 tonnes utilisées par les particuliers (jardinage, etc.)

L'usine chimique Synthron, pollueuse multirécidiviste

Site Seveso « haut », l'entreprise et son PDG, 401^e fortune de France, sont accusés d'infractions répétées au code de l'environnement

Etait-ce l'ultime procès de Robert Moor, le PDG de l'entreprise chimique Synthron, ou seulement un de plus pour cet homme de 85 ans, déjà condamné quatre fois ? M. Moor a comparu devant le tribunal correctionnel de Tours, jeudi 12 novembre, en son nom propre et comme représentant de cette usine de fabrication de produits chimiques qui cumule, depuis des années, une série d'infractions aux codes de l'environnement et du travail.

Au dossier, sept arrêtés de mise en demeure pour non-respect des règles de sécurité de cette installation, classée site Seveso « haut » et installée à Auzouer-en-Touraine (Indre-et-Loire), où sont manipulées des centaines de substances chimiques dont certaines sont cancérigènes, toxiques ou inflammables. Et les reproches pleuvent : stockage anarchique, non-étiquetage des produits, rejets dans la rivière de la Brenne et dans l'atmosphère, absence de formation du personnel aux risques chimiques, recours abusifs aux intérimaires, etc.

« Quand on arrive dans cet établissement pour la première fois, on a l'impression d'un site à l'abandon, témoigne à la barre Christophe Simbelie, inspecteur de l'environnement à la direction régionale de l'environnement (Dreal), chargé de suivre Synthron entre 2012 et 2015. Tout est plus ou moins rouillé, des murs en partie écroulés, des carreaux cassés, des peintures dégradées, des anciennes cuves déposées ci et là... » En octobre 2014, un contrôle de la Dreal relève quelque 57 non-conformités sur le site.

Lors de son précédent procès, en 2014, M. Moor avait déjà répondu des faits similaires : stoc-

kages dangereux, absence de politique de formation, fuites et rejets... Neuf incidents avaient alors été versés au dossier, dont une explosion dans un atelier. L'affaire avait fait l'objet d'une vaste instruction, avec une perquisition de l'usine et du siège de la maison mère, Protex International, par une soixantaine d'enquêteurs, et avait été dépeçée au pôle santé public du tribunal de grande instance de Paris. M. Moor avait été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis et 40 500 euros d'amende.

Mais la saga judiciaire de Synthron remonte plus loin encore. En 1988, une explosion fait flamber l'usine. « On s'est retrouvés saupoudrés de cendres, on ne savait pas ce qu'on respirait, on ne savait pas si on pouvait manger nos légumes, se souvient Mireille Hagel, une riveraine, qui se bat depuis plus de vingt-cinq ans sur ce dossier avec des associations de protection de l'environnement. La Brenne est devenue marron-rouge, tous les poissons sont morts. » La ville de Tours, privée d'eau pendant plusieurs jours, est ravitaillée par camions-citernes.

Depuis, les incidents se suivent, les procédures administratives et

judiciaires aussi. En 2004, nouvelle pollution grave de la Brenne. Lors du procès, quatre ans plus tard, se dessine une nouvelle façon d'évaluer le préjudice environnemental, non plus en se contentant de compter les quantités de poissons morts, mais en prenant en compte toute la faune aquatique, et, selon les juges, le paysage est l'« âme du territoire ».

La répétition des infractions est telle que, d'après Serge Atico, du Bureau national du suivi des installations classées, cité à l'audience, Synthron est au premier rang du nombre de procédures engagées contre des sites Seveso en France. La deuxième place étant occupée par Protelox, autre usine du groupe Protex International. Niant toute responsabilité, M. Moor se dit assailli par « les demandes de la Dreal, ridicules et irréalistes ». « Il y a un nouveau texte par semaine pour la protection environnementale, on n'arrive pas à suivre. »

L'octogénaire, 401^e fortune de France, à la tête d'un groupe familial affichant 160 millions d'euros de chiffre d'affaires, a été décrit à l'audience comme un patron tout-puissant et omniprésent, qui n'investit dans la sécurité qu'en tout dernier recours. « Payer 395 000 euros d'amendes en dix ans, ou investir quelques millions d'euros pour se mettre en conformité... N'avez-vous pas pris finalement une décision rationnelle d'un point de vue économique ? », interroge l'avocat des parties civiles. Le procureur a requis une amende de 491 000 euros pour Synthron et de 216 500 euros pour M. Moor, avec une interdiction de gérer une société pendant cinq ans. Le jugement a été mis en délibéré. ■

ANGELA BOLIS

EDF

TOUS MOBILISÉS POUR L'OBJECTIF 2°C

La Conférence de Paris pour le Climat se donne pour objectif de limiter à 2°C le réchauffement de la planète. C'est l'objectif 2°C.

Parce que nous sommes tous concernés, Parce que des solutions sont déjà à l'œuvre, Parce qu'un monde décarboné est possible,

Nous pensons que si chacun s'engage, l'objectif 2°C peut devenir une réalité.

Nous faisons le choix de nous mobiliser et avec nous, tous ceux qui le souhaitent.

Vous aussi partagez vos idées pour le climat sur edf.fr avec #objectif2degrés

L'énergie est notre avenir, économisons-la ! Parc éolien de Teesside, Royaume-Uni

PARIS 2015